

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60021 BEAUVAIS

BEAUVAIS, le 11/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BPE LECIEUX

rue Lucien Dubois
60740 Saint-Maximin

Références : CAR-R/0293/23-AC/SL
Code AIOT : 0005103223

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/06/2023 dans l'établissement BPE LECIEUX implanté LES GLACHOIRS 60660 Saint-Vaast-lès-Mello. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BPE LECIEUX
- LES GLACHOIRS 60660 Saint-Vaast-lès-Mello
- Code AIOT : 0005103223
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BPE LECIEUX exploite sur le territoire des communes de Saint-Vaast-lès-Mello et de Montataire une carrière de blocs et de granulats calcaires. Les activités d'extraction initialement autorisées au nom de la société Rocamat sont pour une durée de 30 ans et réglementées au travers des arrêtés préfectoraux ci-dessous :

- arrêté préfectoral d'autorisation du 28 décembre 2004 ;
- arrêté préfectoral du 5 décembre 2005 réglementant l'installation mobile de concassage criblage de matériaux minéraux naturels ou artificiels soumise au régime de l'autorisation pour une puissance de 282,4 kW et l'installation de transit de matériaux inertes soumise au régime de la déclaration pour une capacité de stockage inférieure à 75 000 m³ ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 31 mai 2007 modifiant les articles relatifs au bornage et aux plans de l'exploitation de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2004.

La production moyenne autorisée est de 400 000 tonnes de granulats et 8 000 m³ de pierres de taille.

Par arrêté préfectoral du 13 juin 2019, la société BPE Lecieux a été autorisée à reprendre l'exploitation de ce site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- plan d'exploitation et mémoire d'avancement
- suivi des retombées de poussières
- plan de circulation et signalétique
- suivi des nuisances sonores
- formation au risque incendie
- plan de gestion des déchets d'extraction

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
- le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- les observations éventuelles ;
- le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Bornage et plans de l'exploitation	AP Complémentaire du 31/05/2007, article 1	/	Sans objet
2	Formation et information du personnel	Arrêté Préfectoral du 28/12/2004, article III.1.3	/	Sans objet
3	Plan de circulation	Arrêté Préfectoral du 28/12/2004, article III.1.8	/	Sans objet
4	Suivi des émissions de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5-19.7	/	Sans objet
5	Bruit	Arrêté Préfectoral du 28/12/2004, article III.5.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Présence d'une installation de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1	/	Sans objet
7	Plan de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Observation

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Durant les dernières années d'exploitation de la carrière par la société ROCAMAT, les quantités extraites étaient très faibles. Depuis la reprise de l'autorisation par la société BPE LECIEUX par arrêté préfectoral du 13 juin 2019, un état des lieux global est en cours, afin de connaître les quantités et les zones extraites, réaliser un nettoyage et définir la stratégie à adopter lors de la reprise de l'extraction.

De plus, la société BPE LECIEUX étudie la possibilité de modifier les conditions de remise en état de la carrière par remblaiement en déchets inertes. Cette modification comprendrait également une modification de l'accès à la carrière avec la création d'une nouvelle voie par la société dans le but de ne plus traverser les centres bourgs.

Dans l'attente de cet état des lieux, la carrière reste très faiblement exploitée par la société, uniquement pour l'exportation de blocs.

Les thématiques contrôlées indiquent que le suivi réalisé par la société BPE LECIEUX est satisfaisant au regard des prescriptions réglementaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bornage et plans de l'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/05/2007, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Bornage et plans de l'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan à l'échelle 1/2000°. Sur ce plan, sont reportés : <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre autorisé du site de la carrière ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m ; • les bords de la fouille ; • les courbes de niveau ou cote d'altitude des points significatifs ; • la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an. Il fait également apparaître nettement (couleurs, légende explicite...) les zones :

- non encore décapées ;
- décapées depuis un an ;
- respectives de stockage des stériles et des terres et végétales en attente de reprise pour les opérations de remise en état des lieux sont en cours ;
- remises en état, dont celles depuis un an.

Une copie du plan précité, en deux exemplaires, est adressé à l'inspecteur des installations classées, chaque année, au plus tard à la date anniversaire de la décision de renouvellement d'autorisation d'exploiter susvisée. Il est accompagné d'un mémoire de l'exploitant explicitant l'avancement des différents travaux au regard du plan prévisionnel figurant au dossier de demande d'autorisation d'exploiter, expliquant les raisons des éventuels retards des travaux de remise en état des lieux et, sous cette hypothèse, le calendrier des actions prévues pour les résorber. Ce mémoire mentionne en outre les productions réalisées depuis un an, celles réalisées depuis le début de l'exploitation, les réserves restant à exploiter les quantités respectives de stériles et terres végétales conservées en vue des opérations de réaménagement des lieux.

Constats : Lors de la précédente inspection, il avait été constaté que le plan d'exploitation n'avait pas été transmis à l'inspection des installations classées en 2020. Il était rappelé à l'exploitant que le plan doit être adressé tous les ans à l'inspection des installations classées.

Il avait également été constaté que le mémoire d'avancement de la carrière n'était pas transmis.

Par courrier du 15 avril 2021, l'exploitant a transmis ce plan d'exploitation accompagné du mémoire d'avancement.

Le mémoire présente l'état actuel d'extraction de la carrière et les quantités extraites et restantes.

L'exploitant a présenté en séance le plan d'exploitation réalisé par la société 49 Degrés Nord en juin 2023.

L'exploitant a indiqué qu'au vu de la très faible exploitation actuelle du site, le mémoire d'avancement n'est pas modifié.

L'exploitant prévoit de déposer un porter à connaissance concernant le phasage, le remblaiement de la carrière en déchets inertes et le trajet d'accès au site. Ce dépôt de dossier est ralenti parce qu'un consensus n'est pas trouvé sur le nouveau trajet. L'exploitant propose de créer et de financer trois kilomètres de voiries au nord du site pour éviter de traverser le bourg de Montataire (trajet actuellement autorisé), mais une des mairies traversées par le nouveau trajet semble réticente.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Formation et information du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2004, article III.1.3
Thème(s) : Autre, Formation et information du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant veille à la qualification professionnelle du personnel intervenant dans l'établissement. La formation du personnel affecté à la conduite ou à la surveillance d'installations susceptibles, en cas de fonctionnement anormal, de porter atteinte à l'environnement, doit être en relation avec les règlements visant à la protection de l'environnement. L'exploitant établit et tient à jour une ou des consignes de sécurité fixant en particulier les mesures à prendre (évacuation, arrêt des machines, etc.) en cas d'incident ou d'accident. Il s'assure que cette ou ces consignes sont connues du personnel concerné.
Constats : Lors de la précédente inspection, il avait été demandé à l'exploitant de transmettre dans les meilleurs délais les éléments permettant de justifier de la bonne formation des équipes sur l'usage des extincteurs. Par courrier du 15 avril 2021, l'exploitant a transmis la facture concernant la réalisation d'une formation réalisée le 24 février 2017 sur ses équipes par la société CHUBB. La formation comprend une partie théorique sur les consignes de sécurité, la conduite à tenir en cas d'incendie et la présentation des extincteurs, et une partie pratique sur l'usage de ces extincteurs en fonction du type de feux. L'exploitant a indiqué en séance qu'un rappel de cette formation a été réalisé il y a deux ans.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Plan de circulation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2004, article III.1.8
Thème(s) : Situation administrative, Plan de circulation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Un plan de circulation est établi de manière à éviter les risques d'accident. L'exploitant porte ce plan à la connaissance des intéressés, par des moyens appropriés (panneaux de signalisation, feux, marquage, consignes...). La signalisation est celle de la voie publique. Des aires de stationnement de capacité suffisante sont aménagées pour les véhicules en attente, en dehors des zones dangereuses. Les voies de circulation sont toujours dégagées pour permettre l'intervention des véhicules de secours en cas de nécessité.</p> <p>Les emplacements des moyens de secours sont signalés et leurs accès maintenus dégagés en toute circonstance.</p>
Constats : Lors de la précédente inspection, il avait été demandé à l'exploitant de mettre à jour le plan de circulation de la carrière en indiquant la zone de stationnement, et de définir une zone de stationnement et d'y placer une signalisation identique à celle de la voie publique.
<p>Par courrier du 15 avril 2021, l'exploitant a transmis le plan de circulation mis à jour avec le nouveau stationnement.</p> <p>Des photos de la signalisation mise en place sur la carrière étaient également présentes.</p> <p>Lors de la présente inspection, il a été constaté la présence de cette signalisation, et de ce nouveau stationnement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Suivi des émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5-19.7
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des émissions de poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>19.5 – Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières.</p> <p>Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.</p> <p>Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Pour les installations de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa, implantés sur un site nouveau, une première campagne de mesures effectuée dans le cadre de l'étude d'impact avant le début effectif des travaux, permet d'évaluer l'état initial des retombées des poussières en limite du site.</p>

19.6. – Le plan de surveillance comprend :

- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;
- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;
- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).

Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.

Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.

Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.

19.7. – Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2003) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en $\text{mg}/\text{m}^2/\text{jour}$.

L'objectif à atteindre est de $500 \text{ mg}/\text{m}^2/\text{jour}$ en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

Constats : Lors de la précédente inspection, il avait été constaté que l'exploitant n'avait pas mis en place la surveillance environnementale sur les retombées de poussières sur le site.

Par courrier du 15 avril 2021, l'exploitant a transmis le plan de suivi des retombées de poussières mis en place sur le site.

L'exploitant a suivi la fréquence des campagnes de contrôle et a présenté par courrier du 8 juin 2023 les résultats des huit dernières campagnes.

Conformément à l'article 19.6 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994, et au vu de la conformité des moyennes annuelles glissantes mesurées sous le seuil des $500 \text{ mg}/\text{m}^2/\text{jour}$, l'exploitant informe du passage à la fréquence semestrielle de ce suivi.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2004, article III.5.1
Thème(s) : Autre, Bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatives aux bruits aériens émis par les carrières sont applicables à l'établissement. [...] L'exploitant réalise périodiquement un contrôle des niveaux sonores engendrés par les activités de la carrière, au moins une fois par an. Il tient les résultats obtenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant deux ans.
Constats : Lors de la précédente inspection, il avait été demandé à l'exploitant de transmettre dès réception le rapport du contrôle acoustique réalisé le 9 novembre 2020 par la société ENCEM sur le site. Par courrier du 15 avril 2021, l'exploitant a transmis ce rapport de contrôle. Les résultats de ce contrôle n'indiquent aucun dépassement des niveaux sonores. Lors de la présente inspection, l'exploitant a présenté les résultats du dernier contrôle des niveaux sonores du site. Le rapport a été réalisé par la société ENCEM le 7 octobre 2022 et indique également que le site respecte les niveaux sonores et les émergences prescrites.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Présence d'une installation de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Présence d'une installation de gestion des déchets d'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : On entend par zone de stockage : - lorsque les déchets d'extraction à stocker sont non dangereux non inertes ou dangereux, les installations relevant de la rubrique 2720 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

- lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins.

Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté.

On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol).

Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.

L'arrêté d'autorisation peut fixer, en tant que de besoin, des dispositions plus contraignantes que celles prescrites ci-après.

Sauf mention expresse, sont soumises aux dispositions qui suivent, en ce qui concerne les carrières, les exploitations à ciel ouvert et les exploitations souterraines.

Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont réalisées et exploitées en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que la gestion équilibrée de la ressource en eau.

Constats : Le gisement est constitué de plusieurs couches et matériaux présentés comme suit:

- une couche de terre végétale faisant l'objet d'un décapage ordonné en fonction de l'avancée et du phasage ;
- une couche de stériles (marnes et caillasses) normalement valorisée ;
- les couches calcaires permettant la réalisation de pierres de tailles pour 10%, et dont les chutes et déchets sont normalement envoyés en broyage / criblage puis revendus en tant que produit.

Historiquement, le site était exploité par la société ROCAMAT qui n'extrayait que des blocs. Le site a également été en grande partie décapé pour trouver les meilleurs gisements.

D'anciens cavaliers sont donc présents sur le site, comprenant essentiellement les terres de découvertes et les anciens déchets d'extraction qui n'étaient pas valorisés à l'époque.

La reprise de la carrière par la société BPE LECIEUX est récente, et une problématique d'accès au site est présente. L'exploitant préfère actuellement ne prélever que les blocs afin de limiter grandement le nombre de camions sur les routes le temps qu'un contournement puisse être créé.

Cette situation mène depuis deux ans au stockage des chutes de blocs non-valorisables en l'état pour un futur broyage-concassage.

Les stockages entrant dans le cadre de cette action sont donc les cavaliers présents sur l'emprise actuelle de la carrière.
Ces stockages ont été indiqués dans le plan de gestion présenté par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Plan de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Autre, Plan de gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; - le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; - la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; - en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; - la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; - le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; - les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; - en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; - une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;

<p>- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.</p> <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté le plan de gestion des déchets (PGD) mis en place sur le site.</p> <p>Il a été rédigé en collaboration avec le bureau d'études ENCEM, et a été mis à jour en 2022.</p> <p>Ce PGD reprend une description du site, les caractéristiques de l'installation, les caractéristiques des terres non-polluées et déchets inertes résultant du fonctionnement du site, les impacts potentiels sur la santé et l'environnement et les moyens de prévention et de réduction des risques.</p> <p>Le PGD présente également une carte indiquant les zones de stockage sur la carrière. Il est demandé de compléter la carte en y présentant les futurs lieux de stockage envisagés.</p> <p>Les déchets d'extraction sont présentés comme étant des terres de découverte, stockés en merlons dont l'usage futur est la remise en état du site. La quantité totale estimée des stériles est de 7 890 tonnes, et les stériles d'exploitation également stockés en merlons pour la remise en état du site pour une quantité totale estimée de 289 190 m3.</p>
<p>Observations : Le Plan de Gestion des Déchets présente une carte indiquant les zones de stockage sur la carrière. Il est demandé à l'exploitant de compléter la carte en y présentant les futurs lieux de stockage envisagés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>